

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

CABINET

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité*Travail*Progrès

**Message du Président de la République du Congo,
Son Excellence Monsieur Denis Sassou-N'Gusso,
à l'occasion de la XII^{ème} Conférence des Chefs d'Etat
et de Gouvernement de l'Organisation Internationale
de la Francophonie**

Québec, 17-19 octobre 2008

Mesdames et Messieurs,

Mes Chers amis de la ville de Québec,

Il y a quatre cents ans, le Français Samuel Champlain fondait la ville de Québec. C'est un beau souvenir pour les Québécois, c'est un beau sujet de méditation pour les Francophones de tous les continents. Merci de nous avoir associé à la célébration de cet anniversaire !

Monsieur le Président du Sommet,

**Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de
Gouvernement,**

Monsieur le Secrétaire Général de la Francophonie,

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Avant de m'autoriser, quelques remarques sur notre ordre du jour, permettez-moi, au nom du groupe des pays francophones d'Afrique centrale, de féliciter notre Secrétaire général, Monsieur le Président Abdou Diouf, pour le travail réalisé à la tête de l'Organisation depuis le Sommet de Bucarest.

Avec dynamisme et inspiration, il a fortifié notre jeune Institution, il l'a rendu plus visible et plus cohérente sur le terrain en renforçant la concertation avec les autres opérateurs et acteurs de la francophonie. Il a su défendre, chaque fois que les événements l'exigeaient, la plus haute idée de la Francophonie notamment en matière de droits humains et en faveur de la démocratie.

La contribution significative de notre Organisation pour le maintien et la recherche de la paix au Tchad, en République Démocratique du Congo et en République centrafricaine, a été appréciée par les populations de notre région.

Monsieur le Président,

Nous allons nous pencher sur les **enjeux de la langue française face au défi d'un monde en perpétuelle évolution**. Nous aimerions en cette occasion rappeler que la langue française forme le socle de notre Institution. Parlée sur cinq continents, avec des variantes et des accents qui affirment nos identités et soulignent nos originalités, la langue française est la parole magique, la clé, par laquelle nous nous reconnaissons fils, filles, citoyens et citoyennes, d'un espace interplanétaire commun. Un espace qui occupe une place importante dans nos esprits et entretient une flamme vivace dans nos coeurs.

A Bucarest, notre Secrétaire général nous a présenté un projet de **vade mecum**. Nous l'avons adopté. Il doit constituer notre ligne de conduite axée sur deux engagements logiques et simples.

Premier engagement : le devoir d'utiliser le français dans les enceintes internationales, chaque fois que notre langue officielle nationale n'est pas la langue de travail de cette enceinte.

Deuxième engagement : la nécessité de développer ou de consolider la vie francophone dans la vie culturelle et les établissements de formation de nos pays respectifs. Quelle place la langue française tient-elle dans nos programmes d'études scolaires et universitaires ? Est-elle la langue d'enseignement ou seulement une matière d'enseignement ?

Mesdames et Messieurs,

La francophonie n'est pas un club, c'est une famille avec autant de devoirs que de droits.

La francophonie est une famille dont la sensibilité a évolué avec le monde. Aujourd'hui, la démocratie, l'Etat de droit, le respect des droits humains et la bonne gouvernance constituent des piliers de l'édifice que représente la francophonie nouvelle.

Mais leurs applications doivent tenir compte à la fois des cultures et de l'évolution du monde.

Un autre point fera l'objet de nos débats: **l'environnement et le développement durable**. Il s'agit là d'un défi planétaire. Une question qui met en évidence l'interdépendance des sociétés.

L'Afrique centrale possède un bien commun à toute l'humanité : la forêt du Bassin du Congo, le deuxième poumon de la planète après l'Amazonie.

En 1999, à Yaoundé, un Sommet des chefs d'Etat des pays concernés avait lancé un processus devant permettre une meilleure gestion des ressources forestières.

En 2002, lors du Sommet de la terre à Johannesburg, avait été mis en place un programme de partenariat pour le Bassin du Congo, regroupant, outre les pays de la région, les Etats Unis, la France, la Grande-Bretagne, des organisations internationales, des ONG.

En février 2005, à l'issue d'un Sommet régional, tenu à Brazzaville, auquel s'était joint le Président Chirac, un plan d'action commun avait été adopté, et un Traité créant une Commission des Forêts d'Afrique Centrale (Comifac) avait été signé.

C'est pour donner suite à ces engagements que le Congo tiendra à Brazzaville, du 27 au 30 octobre, un Forum du développement durable où sont invités chacun des pays ici présents. Ce sera l'occasion de nous concerter, une fois de plus, afin d'effectuer de nouvelles avancées sur des questions dont la prise de conscience est générale et universelle, où les engagements sont nombreux mais où la mobilisation des ressources demeure désespérément lente.

Faudra-t-il se laisser prendre de court demain par la nature, comme nous nous sommes laissés surprendre aujourd'hui par la déréglementation des marchés financiers et boursiers ?

Les pays en développement paient le prix des siècles d'exploitation anarchique de la nature par les pays aujourd'hui développés. Mais l'avenir de ces derniers dépendra aussi du sort qu'on voudra bien réserver aux pays en développement.

Monsieur le Président,

**Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de
Gouvernement,**

Mesdames et Messieurs,

Notre point commun est la langue française. Elle nous permet de dialoguer, de délibérer, sans interprète. Cela devrait, cela **doit** nous rapprocher. Cela implique une conscience et une volonté communes : celles de faire face ensemble aux défis de ce siècle naissant. Profitons de chacune de nos rencontres, pour consolider, pour approfondir ce bien commun. Il n'y a pas de doute, un trésor est caché dedans !

Faisons que ce sommet soit aussi fructueux que les précédents !

Je vous remercie.